

La crise du lait perdure en plein ramadhan

LE JOUR

D'ALGERIE

Pour exiger la fermeture de la décharge de Chabet Lakhra /Béjaïa

Des riverains de Taskariout coupent la route

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4194 - Jeudi 8 juin 2017 - Prix : 10 DA



Faute de crédits de paiement

Le chantier du stade de 50 000 places de Tizi Ouzou à l'arrêt

Premières attaques en Iran depuis 17 ans

Téhéran frappé par un double attentat terroriste

Benghabrit met en garde contre la manipulation des réseaux sociaux

A la veille du Bac, stress et tension chez les candidats

Affaire des moines de Tibhirine

Un livre d'Yves Bonnet lève les zones d'ombre entretenues en France



PH/D. R.

J-3 avant le début des épreuves du Bac ! L'heure n'est plus aux révisions mais à la détente après plusieurs jours d'efforts intellectuels et de concentration sur les cours. Toutefois, l'angoisse monte chez les candidats mais aussi chez leurs parents.

Marché de la solidarité spécial Ramadhan à Blida Une opportunité de promouvoir les produits locaux

Groupe Condor

Convia, une nouvelle enseigne pour de nouveaux défis

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Variété musicale pour le mois de ramadhan

Premières attaques en Iran depuis 17 ans

Téhéran frappé par un double attentat terroriste

■ Au moins douze personnes ont été tuées et trente-neuf autres blessées hier dans des attaques visant le Parlement iranien et le mausolée de l'imam Khomeiny à Téhéran, a déclaré le chef des services des urgences dans un nouveau bilan donné en début d'après-midi. Il s'agit là de premières attaques dans le pays revendiquées par le groupe jihadiste Etat islamique (EI).



Par Lynda Naili

L'Iran qui n'a plus connu d'attentats terroristes depuis le début des années 2000, vient de renouer doublement avec l'horreur suite aux deux attaques survenues hier dans la capitale. C'est la première fois que le groupe Etat islamique perpète ses actions à Téhéran.

Le groupe Etat islamique (EI) a revendiqué hier une série d'attaques sans précédent contre le Parlement iranien et le mausolée de l'imam Khomeiny à Téhéran. Lesquelles attaques ont fait au moins douze morts et trente-neuf

blessés, selon le chef des services des urgences, cité par les médias iraniens. Menées simultanément contre des lieux hautement symboliques, ces attaques ont duré plusieurs heures. «Des combattants de l'EI ont attaqué le mausolée de Khomeiny et le siège du Parlement à Téhéran», a indiqué Amaq, agence de propagande du groupe terroriste, en citant «une source de sécurité». Au siège du Parlement, quatre assaillants, déguisés en femmes selon le vice-ministre de l'Intérieur Hossein Zolfagari, ont fait irruption dans des bâtiments et ouvert le feu. L'un d'eux s'est ensuite fait exploser et les trois autres ont été tués, ont précisé

les médias. En effet, l'un des assaillants est à un moment sorti dans l'avenue qui passe près de la Chambre des députés et a tiré sur les passants. Les forces de sécurité ont tiré sur lui, le forçant à retourner à l'intérieur de l'enceinte du Parlement. Au mausolée de l'imam Khomeiny, fondatrice de la République islamique d'Iran, des assaillants ont ouvert le feu et une femme et un «terroriste» se sont fait exploser, selon les agences de presse et la télévision d'Etat Irib. Les assaillants se sont fait exploser ou ont été abattus par les forces de l'ordre qui ont repris le contrôle du mausolée et du Parlement, ont indiqué des médias locaux. Par



Piv/D.R.

ailleurs, d'après le ministère des Renseignements iranien, un autre groupe de «terroristes» a été neutralisé à Téhéran avant de pouvoir passer à l'action.

Autour des deux lieux visés distants d'une vingtaine de km, d'imposantes forces de sécurité demeuraient présentes et des stations de métro ont été fermées.

Une réunion d'urgence du conseil national de sécurité a été convoquée par le ministre de l'Intérieur Abdolreza Rahmani Fazli, selon l'agence Isna. Pour sa part, le président du Parlement Ali Larjani, dénonçant «des terroristes lâches», a affirmé que les députés ont néanmoins

continué leur session dirigée.

Immédiatement après ce double attentat, les réactions internationales ne se sont pas fait attendre.

C'est ainsi que la Russie, alliée de l'Iran, a condamné les attentats, estimant qu'ils prouvaient une nouvelle fois la «nécessité de coordonner la lutte antiterroriste». Rappelons en effet que l'Iran et la Russie sont engagés militairement en Syrie aux côtés du pouvoir contre les groupes rebelles et jihadistes principalement l'EI. La France, avec «la plus grande fermeté», a elle aussi condamné ces attentats. L. N./Agences

Malgré les assurances de l'Etat

La crise du lait perdue en plein ramadhan

La crise du lait en sachet s'inscrit dans la durée. Les citoyens ont toujours du mal à se procurer leur sachet de lait au quotidien. La pénurie est générale car elle a touché presque toutes les régions du pays. La cause principale réside, d'après les autorités, dans sa distribution et non par rupture de poudre. Pour les consommateurs, colère et mécontentement sont là. Trouver une solution est tout ce qui importe. Trouver son sachet de lait est devenu un véritable casse-tête pour les citoyens. Produit alimentaire de première nécessité, ce dernier a déserté les étalages depuis quelque temps. En plein mois de ramadhan, le lait en sachet, très demandé en cette période, se fait quasiment rare. Tout le monde en parle au sein de la société, car la crise est générale cette fois-ci. Grossistes, commerçants, simples vendeurs en détail et consommateurs, tous ont du mal à mettre la main sur le lait. Un véritable problème pour les familles algériennes, qui s'invite en plein mois de jeûne. Pour combler ce manque, la plupart des gens sont contraints de recourir à la consommation d'autres types de lait. Plus cher et souvent à quantités insuffi-

santes pour les familles nombreuses, ces solutions alternatives ne peuvent plus durer à long terme. «Je suis obligée de donner à mes enfants du thé le matin à la place du lait, car je n'ai pas les moyens de m'acheter chaque jour Candia», a déploré une mère de famille rencontrée devant un marché, où elle a coutume de s'approvisionner en lait. Des situations de plus en plus pesantes et qui suscitent beaucoup de colère et mécontentement de la part des citoyens. Une rupture brusque de lait dans la chaîne commerciale nationale qui est surtout incomprise par tout le monde. «On ne comprend rien, d'un côté les autorités rassurent sur la disponibilité du lait en sachet, de l'autre la réalité est tout autre, et la cause on n'en sait toujours rien», a crié, Mohamed, un citoyen très furax contre cette crise qui persiste. A ce propos, du côté des autorités, il ne s'agirait point d'un problème de production lié à un manque de poudre de lait, mais plutôt un mal organisation dans le circuit de sa distribution. C'est ce qu'a affirmé récemment le nouveau ministre de l'Agriculture Abdelkader Bouazghi au cours de sa visite de travail à Skikda. A

une question sur la pénurie de lait en sachet, celui-ci a assuré qu'il n'existe aucune pénurie mais seulement une certaine perturbation sur le marché due à l'accroissement de la demande. Il a souligné, sur ce point, que les constatations qu'il a établies en se rendant à une laiterie de la zone industrielle Hammadi Krouma, ont montré que les besoins de la wilaya de Skikda étaient satisfaits. Ils sont estimés quotidiennement à 130 000 litres, une distribution ordinaire par les trois laiteries de la wilaya. C'est le même discours tenu de la plupart des responsables et qui revient à chaque fois. Dans les wilayas du Sud telle que Tamanrasset, où la pénurie n'a pas épargnée également la région, il y aurait actuellement la distribution de 11 600 litres/ jour de lait pasteurisé en sachet, a annoncé le promoteur d'une laiterie de la wilaya. D'un côté une production suffisante, de l'autre, pas de lait qui arrive au consommateur. Pour tenter de comprendre davantage, nous nous sommes appuyés sur la déclaration du PDG d'une laiterie, dans la wilaya de M'sila. Région ayant été marquée, il y a deux jours par de fortes perturbations

dans la distribution du lait en sachet. «La laiterie œuvre à répondre à la demande sur les sachets de lait dans les deux wilayas de M'sila et Bordj Bou Arreridj, mais plusieurs facteurs l'empêchent d'y parvenir dont la réduction, depuis début 2017 de 18 %, soit 30 000 litres/jour, du quota de poudre de lait octroyé par l'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) à la laiterie, entraînant la baisse de sa production de 168 000 à 138 000 litres/jour, a expliqué Smail Dilmi. Selon ce responsable, il y a des réductions de poudre de la part de l'ONIL. Donc pas de rupture mais des réductions dont personne n'a osé parler. A se demander pourquoi des restrictions de poudre pendant le ramadhan. D'après certaines sources, il y aurait une spéculation sur la poudre pour d'autres usages comme la fabrication du flan ou autres. En somme, il est clair que l'origine de cette crise de lait demeure floue, néanmoins il incombe aux autorités de régler le problème de distribution plutôt que de le signaler car le ras-le-bol des citoyens privés de lait se fait de plus en plus sentir.

Yacine Djadel

Benghabrit met en garde contre la manipulation des réseaux sociaux

A la veille du Bac, stress et tension chez les candidats

■ J-3 avant le début des épreuves du Bac ! L'heure n'est plus aux révisions mais à la détente après plusieurs jours d'efforts intellectuels et de concentration sur les cours. Toutefois, l'angoisse monte chez les candidats mais aussi chez leurs parents.



Par Meriem Benchaouia

La peur de l'échec, la crainte de décevoir... Autant de sentiments qui se mélangent et qui deviennent un vrai facteur de stress. Le Bac est une épreuve qui a toujours été dramatisée. Les parents, les proches, l'école, les professeurs et la société donnent une grande valeur à ce diplôme, qui marque en quelque sorte le passage à la vie adulte, ce qui met, de surcroît, une énorme pression aux futurs bacheliers. La panique de la feuille blanche hante tous les esprits, et laisse entrevoir aux plus malins le salut de la tricherie, qui du reste, a pris ces dernières années des proportions alarmantes avec le développement des nouvelles technologies, notamment l'utilisation de la 3G. Il faut dire que les efforts consentis par le ministère de

l'Education nationale dans le cadre de la lutte contre la triche, n'arrivent toujours pas à éradiquer ce phénomène, une réalité amère à laquelle fait face le département de la tutelle. Afin d'éviter le même scénario de l'année dernière, émaillé par des fuites sans précédent des sujets d'examen, des mesures strictes ont été annoncées pour éviter d'avoir à gérer les retombées d'un autre scandale.

S'agissant des préparatifs liés à la sécurisation de l'examen du baccalauréat, pour lequel concourent quelque 760 000 élèves, la ministre de l'Education a assuré hier que toutes les dispositions ont été prises pour que celui-ci se déroule dans les meilleures conditions possibles. S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Nouria Benghabrit a saisi l'occasion pour mettre en garde les candi-

dats contre la manipulation dont ils seraient victimes s'ils suivaient les sujets diffusés sur les réseaux sociaux.

Dans ce sens, la ministre a fermement démenti les rumeurs faisant état de sujets du Bac qui auraient déjà fuité, relayées sur les réseaux sociaux.

Elle a ainsi appelé les candidats et leurs parents à ne pas prêter attention à ce genre de rumeurs qui n'avaient pour but que leur déstabilisation. Elle n'a pas manqué de souligner que la réussite de l'examen était devenu un «*défi national*» pour lequel tout le monde devait œuvrer afin de le relever.

Selon elle, la préservation de la crédibilité de cet examen revenait en premier lieu à son ministère, toutefois, la responsabilité devrait aussi être partagée par «*l'ensemble de la société*» qui devait contribuer à lutter contre

la tricherie. Par rapport à la fuite de sujets constatée durant la précédente session, M^{me} Benghabrit appelle «*tout un chacun*» pour que cette nouvelle session réponde à toutes les normes, en matière de sécurité, de pédagogie et d'organisation, afin, a-t-elle dit, d'en préserver la crédibilité et l'égalité des chances parmi les élèves. S'adressant aux parents, parmi

lesquels «*il peut y avoir une dose d'inconscience*», elle les a exhortés à mettre leurs enfants en garde contre toute tentative de tricherie durant l'examen, pouvant se solder par une exclusion de cinq années avant de pouvoir le repasser.

S'agissant du déroulement de l'examen de 5^e année et de celui du BEM, la ministre a assuré qu'il n'y a été observé aucune fuite de sujets, bien que, a-t-elle déclaré, «*il y ait eu tentatives* » donnant lieu à 62 prises en «*flagrant délit*».

S'exprimant par ailleurs, à propos de la refonte de l'examen du baccalauréat, «*longuement travaillée et analysée avec l'ensemble des partenaires sociaux*» elle a signalé qu'après consensus entre toutes les parties, son dossier a été transmis au gouvernement pour étude.

Enfin, à la question sur les dates de proclamation des résultats des trois examens scolaires, M^{me} Benghabrit a précisé que pour la 5^e, ça sera le 9 juin courant, le 25 juin pour le BEM et le 15 juillet pour le Bac.

Néanmoins, elle a précisé que ce sont là des dates limites laissant entendre que les résultats pourraient être connus avant.

M. B.

Examen de fin de cycle primaire Les résultats annoncés aujourd'hui à partir de 14 : 00

LA MINISTRE de l'Education nationale, Nouria Benghabrit, a indiqué mercredi que les résultats de l'examen de fin de cycle primaire seraient annoncés jeudi à partir de 14:00 sur le site de l'Office national des examens et concours à l'adresse <http://cinq.onec.dz>. 760.652 élèves, dont 47,93% de filles, se sont présentés le 24 mai aux épreuves de l'examen de fin de cycle.

G H

Affaire des moines de Tibhirine

Un livre d'Yves Bonnet lève les zones d'ombre entretenues en France

La deuxième guerre d'Algérie : Les zones d'ombre de la tragédie des moines de Tibhirine enfin levées, un livre d'Yves Bonnet, ancien patron du contre-espionnage français, démonte pièce par pièce cette tragédie pour montrer que les hypothèses émises étaient fantaisistes. Loin d'être un ouvrage ordinaire, riche en informations précises émanant des rapports de renseignements, dont certains publiés par les médias, Yves Bonnet a mené sa propre enquête, sur la base de la masse d'informations dont il dispose, en retournant sur des lieux où (il) ne trouve que désillusion et amertume, après tant d'années de désinformation, de rumeurs et, en fin de compte des coups sournois et stupides portés à l'amitié algéro-

française. Sa mission était de dire l'honneur, celui de témoigner, de prouver, de chasser le mensonge et dénoncer les faussaires, revenant sur le contexte de l'assassinat des moines en 1996 à Tibhirine (Médéa) par le groupe islamique armé (GIA) pour produire un document irréfutable. Dans la gestion du côté français de l'après-drame et de la crise qui s'en est suivie, l'auteur rapporte les propos de Philippe Seguin, ancien président de l'Assemblée française, qui lui disait que «*toute l'administration du Quai d'Orsay, où agit un puissant lobby anti-algérien, continue de traiter ces affaires avec un mélange de désinvolture et d'aveuglement, peut-être influencé par la remontée d'informations non seulement*

orientées, mais de surcroît mal orientées». «*Près de vingt ans après le drame, l'Algérie ne comprend pas l'acharnement médiatique et judiciaire dont elle fait l'objet en France*», écrit Yves Bonnet qui charge, dans son livre (VA Editions, 284 pages, avril 2017) qu'il a voulu «*honnête et complet*», certains médias français, le juge Marc Trévidic et l'attaché militaire le général Buchwalter qui se sont mis, dit-il, en porte-à-faux en voulant semer le doute sur l'armée algérienne. «*Il est évident que l'armée, la police, les services de sécurité algériens ne pouvaient commettre un pareil forfait ni, moins encore, agir aussi stupidement*», a-t-il affirmé, s'interrogeant : «*A qui fera-t-on croire que des militaires commet-*

tant une bavure aussi grave seraient assez pervers et idiots pour trancher les têtes de leurs victimes et prendre le risque insensé de les livrer au public ?» Se basant sur des informations vérifiées, des recoupements et des analyses d'anciens collaborateurs, experts et religieux, l'auteur parle de l'inutile polémique lancée par le général Buchwalter qui a voulu apporter, dix ans après le drame, une nouvelle version (supputations) en évoquant une soi-disant bavure de l'armée algérienne. Quant au juge Trévidic, il lui reproche le fait de tomber dans le piège de la médiatisation pour un dossier qui n'a nullement besoin de publicité, relevant chez lui un seul son de cloche. «*La saisine de la justice*

française que l'Algérie n'a jamais mise en cause, aurait pu poser un problème de compétence : nous avons vu plus haut que celle de la justice algérienne a été purement et simplement éludée, comme s'il ne s'agissait pas en l'espèce d'un pays de droit», a-t-il écrit, recommandant que «*si l'on veut bien considérer que l'entente et même l'amitié avec l'Algérie nous sont absolument indispensables, comme elles le furent pour l'Algérie voici vingt ans, il est sage de s'en tenir à l'état actuel du dossier*». En ce qui concerne la partialité des médias dans cette affaire, il considère que ces derniers «*ne prétendent plus à l'expression d'opinions mais aspirent au profit pécuniaire*».

Ghani T./APS

Marché de la solidarité spécial Ramadhan à Blida

Une opportunité de promouvoir les produits locaux

■ Le marché de la solidarité, ouvert depuis le début du mois sacré de ramadhan à Blida, constitue une réelle opportunité pour les industriels et producteurs de la wilaya pour faire la promotion de leurs produits, notamment alimentaires, permettant ainsi de restituer la confiance du consommateur dans la qualité de la production locale.

Par Yanis F.

Lors d'une tournée de l'APS dans ce marché, abrité par le club équestre de la ville de Blida, un des 22 industriels participants s'est félicité de la forte

affluence enregistrée depuis le premier jour d'ouverture de cet espace commercial, qui représente, selon lui, un facteur incitateur pour les industriels pour faire la promotion de leurs produits. «Ce marché permet aux familles d'acquiescer des produits alimentaires à de prix bas comparativement à ceux pratiqués ailleurs, car il s'agit de marchandises provenant directement de l'usine, sans intermédiaire aucun», a-t-il expliqué.

De son côté, une dame d'une cinquantaine d'années rencontrée sur place a déclaré avoir été surprise, lors de sa première visite à ce marché, à la vue des prix bas proposés pour les différents produits alimentaires et fruits notamment, citant à titre d'exemple, la banane qui est proposée à 220 DA le kg, contre 300 DA ailleurs. Elle a assuré faire, depuis, tous ses achats au niveau de ce marché, louant la qualité de la production locale, «pas si différente de celle de l'importation», qui plus est (importa-



tion) proposée à des prix nettement plus élevés.

Un constat d'ailleurs corroboré par un autre client de ce marché, qui a émis le souhait que les marchandises qui y sont proposées soient élargies aux viandes, à tous les fruits et légumes, ainsi qu'aux vêtements en perspective de l'Aïd El Fitr. C'est ainsi que

tous les citoyens rencontrés au niveau de ce marché ont loué cette initiative, qui leur permet d'acquiescer leurs articles à des prix «qu'ils n'auraient jamais imaginé», selon leur expression, au vu de la faiblesse du pouvoir d'achat ambiant, appelant à l'ouverture de marchés similaires dans les autres communes de la

wilaya, afin d'éviter aux citoyens de longs déplacements en cette période de chaleur. Dans ce contexte, le directeur du commerce de la wilaya, Abad Ramdane, a affirmé que ses services vont œuvrer, lors de la prochaine édition de ce marché, à faire participer un plus grand nombre de producteurs et industriels afin d'assurer la couverture de la totalité des besoins des citoyens à des prix abordables.

Il a, en outre, fait part de l'installation d'un bureau de contrôle au niveau de ce marché pour mettre «le holà aux comportements de certains commerçants opportunistes», qui profitent de l'occasion pour acquiescer de grandes quantités de produits dans le but de les revendre à des prix plus élevés. «Il a été décidé, dans ce cadre, un plafonnement des quantités de certains produits, à l'exemple des fruits et légumes, dont les quantités acquiesces ne peuvent dépasser les 5 kg», a informé M. Abad.

Y. F.

Groupe Condor

Convia, une nouvelle enseigne pour de nouveaux défis

C'est dans une ambiance de veillée de ramadhan que le leader algérien des produits électroniques, électroménagers et multimédias Condor Electronics a procédé, mardi soir, au lancement de sa nouvelle marque de cuisines équipées de Condor qui sera désormais fabriquée localement, a déclaré à la presse Abderrahmane Benhamadi, P-DG groupe Condor. Dorénavant, grâce à «Convia», la nouvelle marque de cuisines équipées de Condor, «vous ne serez plus en colère contre les prix exorbitants des cuisines équipées qu'affichent la majorité des enseignes», a souligné dans la foulée le patron au slogan «Prenez votre envol». À travers sa campagne publicitaire, Condor se distingue et s'engage auprès de ses consommatrices et consommateurs à démocratiser l'accès aux cui-

sines équipées de qualité. «Nous allons offrir aux familles une haute qualité de vie à travers ses produits électroménagers avec des technologies de pointe dans le domaine des ustensiles de cuisine», affirmera Abderrahmane Benhamadi lors d'un point de presse en marge de la cérémonie de lancement. Des cuisines modernes, design et fonctionnelles, qui pourront s'intégrer parfaitement dans tous les foyers algériens grâce aux multiples variétés de modèles que propose la marque (plus de 10 000 combinaisons possibles), tout en restant accessibles à toutes les bourses (cuisines à partir de 149 000 dinars algériens). En plus de l'excellent rapport qualité/prix de ses cuisines, Convia mise également sur le vaste réseau de distribution déjà bien implanté de Condor afin de contenter le plus grand nombre.



En effet, les cuisines Convia seront vendues sur 140 showrooms de Condor, à travers tout le territoire algérien, et livrables au bout de 14 jours, après confirmation de commande et prise de mesure.

Il est à noter que les particuliers ne sont pas l'unique cible de Convia, les promoteurs

immobiliers également sont concernés. La marque leur assurera un service de conseil, de conception, d'exécution et de suivi des projets, à travers des équipes dédiées spécialement à cet effet. Un engagement prometteur qui confirme la volonté de l'enseigne à satisfaire toujours plus ses consommateurs. L'objectif est de réaliser une expérience idéale en cuisine pour sa clientèle, de par l'initiative et le soin qu'elle porte au design et aux besoins des consommateurs. Par ailleurs, à la même occasion Condor a dévoilé sa campagne autour de sa nouvelle marque de cuisines équipées Convia. «Zaafana!» est l'intitulé de cette nouvelle campagne. Une accroche originale qui attise la curiosité. Une communication en rupture avec les codes du marché de la cuisine équipée, traduisant les nouvelles ambitions de Condor.

Kamel L.

Ali Zidane

Tizi-Ouzou

Des bienfaiteurs à la rescousse du foyer pour enfants assistés

Des bienfaiteurs ont financé des travaux d'aménagement et d'équipement du Foyer pour enfants assistés de Boukhalfa, banlieue ouest de Tizi-Ouzou, a-t-on appris à l'occasion d'un déplacement sur place. Ce geste de solidarité a permis de réaliser des travaux d'embellissement de la structure et l'aménagement, dans la cour de l'établissement, d'un jardin où les enfants passent des moments d'insouciance

à jouer, a indiqué, hier à l'APS, le directeur local de l'Action sociale et de la solidarité (Dass). Ces mêmes bienfaiteurs ont également doté la pouponnière de Boukhalfa en équipements pour la cuisine et en mobilier divers et literie, a ajouté Hadj Bouchoucha, qui a observé que la Dass de Tizi-Ouzou compte sur ce type de financements pour la réalisation d'autres projets dont une aire de jeu et un

espace de détente pour les enfants et une mini-piscine prévue sur une terrasse au premier étage du bâtiment. Actuellement, 25 enfants (14 filles et 11 garçons) parmi lesquels 14 handicapés (8 filles et six garçons) sont pris en charge au sein de ce même foyer situé dans la cité sociale Mahfoudh-Boucebsi de Boukhalfa, ouvert en 2002, et doté d'une capacité d'accueil de 48 enfants.

Promo Ramadhan sur les rechargements Maxy Haya !

Exclusivité Ooredoo : profitez d'un mois d'abonnement gratuit au service de vidéo à la demande «Starz Play»

OOREDOO, innovateur technologique, enrichit le quotidien de ses clients à l'occasion du mois sacré de ramadhan et leur offre, en exclusivité, un abonnement gratuit d'un mois au service de streaming le plus rapide de la région «Starz Play». «Starz Play» diffuse en streaming des milliers de nouveaux films hollywoodiens, des séries TV, des documentaires et des divertissements pour enfants, ainsi que des contenus en arabe, dans 19 pays à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA). Le service «Starz Play» est développé exclusivement pour la région MENA et dispose de sous-titrage en arabe en un seul clic, en plus des options audio en arabe et en français. Ainsi, pour tout rechargement avec l'une des formules Maxy Haya ! : 1 000 DA, 2 000 DA ou 3 500 DA, durant le mois de ramadhan, le client bénéficie d'un accès gratuit pendant 30 jours au service «Starz Play», en plus des avantages exceptionnels de Maxy Haya !, à savoir : un crédit rechargé valable en national pour les appels et SMS vers les réseaux fixes et mobiles, des appels illimités vers Ooredoo tous les jours et de l'Internet gratuit.

Pour y accéder, il suffit au client de créer son compte sur le site :

<http://www.ooredoo.dz/Ooredoo/Algerie/starz-play>, ou de télécharger l'application mobile «Starz Play» sous Android ou iOS.

A travers ce nouveau service, Ooredoo réaffirme sa volonté d'accompagner ses clients durant le mois sacré en mettant à leur disposition le meilleur de la technologie mobile.

Communiqué

Energie

Raouya reçoit le P-dg de la compagnie nationale pétrolière libyenne

■ Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu à Alger le P-dg de la compagnie pétrolière libyenne «National Oil Corporation» (NOC), Mustafa Sanallah, a indiqué le ministère dans un communiqué.



Par Salem K.

Au cours de cette rencontre, M. Raouya et son hôte ont passé en revue les différents sujets d'intérêt commun, souligne le communiqué. A cette occasion, M. Sanallah a exposé au ministre des Finances la situation économique prévalant en Libye dont celle du secteur du pétrole et de l'énergie ainsi que les difficultés auxquelles il était confronté, note le communiqué. A l'issue de l'audience que lui a accordée M. Messahel, le P-dg de la NOC a déclaré à la presse que l'entrevue avait été «l'occasion d'examiner la situation économique en Libye notamment du secteur du pétrole et de l'énergie, épine dorsale de l'économie libyenne», soulignant le rôle important attendu de l'Algérie pour la stabilité de la Libye et de son secteur pétrolier. M. Sanallah a dit avoir informé M. Messahel de la conjoncture actuelle et des difficultés auxquelles est confronté le secteur pétrolier au vu de la crise sécuritaire qui secoue la Libye,

qualifiant «d'extrêmement importants» l'avis et les observations de M. Messahel pour la protection des ressources et des plateformes pétrolières et la préservation de l'unité de la compagnie nationale pétrolière de Libye, d'autant que «l'Algérie et la Libye ont des frontières et des champs (pétroliers) communs». Par ailleurs, le responsable libyen a évoqué les consultations politiques interlibyennes et «le rôle constructif de l'Algérie dans la réunification des belligérants libyens pour la stabilité du pays et de son économie».

M. Sanallah a tenu, à cette occasion, à exprimer «ses remerciements à l'Algérie, gouvernement et peuple, pour tout l'intérêt accordé à la Libye et pour les efforts déployés pour le règlement de la crise». Lors de sa rencontre avec M. Guitouni, les deux parties se sont entretenues sur l'état des relations de coopération et de partenariat entre Sonatrach et NOC ainsi que sur l'exploration et l'identification des opportunités d'affaires et d'investissement dans des pro-

jets concrets à développer notamment dans le secteur des hydrocarbures.

Sonatrach et Repsol signent un accord pour consolider leur partenariat

Le groupe Sonatrach et la compagnie pétrolière espagnole Repsol ont signé un accord global visant à consolider leur partenariat existant, a indiqué la compagnie pétrolière nationale dans un communiqué. Conclu lundi dernier en présence des premiers responsables de Sonatrach et de Repsol, «cet accord permettra aux deux compagnies de fructifier leur partenariat à travers la poursuite de l'exploitation conjointe et le règlement à l'amiable des différends existant entre elles», précise le communiqué. «Cet accord traduit le bon esprit qui caractérise la relation entre les deux entreprises et témoigne de leur ferme volonté d'inscrire leur partenariat dans la durée», ajoute la même source.

S. K./APS

Pétrole

Le Brent à moins de 50 dollars à Londres

Les prix du pétrole reculaient légèrement hier en cours d'échanges européens, peinant à confirmer leur rebond de la veille avant la publication des données officielles sur les réserves américaines. A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 49,85 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 27 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de juillet cédait 20 cents à 47,99 dollars. Les cours de l'or noir, qui avaient rebondi mardi en fin de séance,

galvanisés par de premières estimations hebdomadaires sur les réserves américaines faisant état d'une baisse plus marquée que prévu des stocks de brut, étaient en léger recul mercredi avant la publication des données du Département américain de l'Energie (DoE). «Selon l'API (American Petroleum Institute), les réserves américaines ont chuté de 4,6 millions de barils, ce qui excède les attentes des analystes», a noté un analyste. Les données de l'API, institut privé, paraissent avant celles du DoE, jugées plus fiables par les marchés et publiées en cours de séance européenne le mercredi. Pour la semaine achevée le 2 juin, les analystes tablent sur

une baisse de 3 millions de barils pour les réserves de brut, une hausse de 900 000 barils pour les réserves d'essence, et une hausse de 500 000 barils des réserves de produits distillés, selon la médiane d'un consensus compilé par l'agence Bloomberg. Les baisses des réserves américaines publiées la semaine dernière n'avaient cependant pas suffi à redonner durablement de l'élan aux prix. «Il y a plusieurs dangers qui pèsent sur la remontée des prix. Les marchés pourraient sous-estimer la remontée de la production américaine, les extractions pourraient reprendre plus vite que prévu en Libye ou au Nigeria, les tensions géopoliti-

ques pourraient mettre à mal l'accord de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole)», ont énuméré les analystes. L'Opep et ses partenaires se sont entendus fin mai pour renouveler jusqu'à fin mars 2018 leur accord de baisse de la production, accord dont la Libye et le Nigeria ont été dispensés. Mais les tensions entre le Qatar et l'Arabie Saoudite, tous deux membres de l'Organisation, pourraient mettre à mal cet accord, vu par les marchés comme nécessaire au rééquilibrage de l'offre et de la demande, alors que la production américaine de pétrole de schiste devrait continuer d'augmenter.

Safia T./Agences

Changes L'euro recule à nouveau face au dollar

L'EURO reculait de nouveau face au dollar hier, dans un marché prudent à la veille d'une réunion de la Banque centrale européenne (BCE), d'élections au Royaume-Uni et de l'audition de l'ancien patron du FBI. L'euro valait 1,1262 dollar, contre 1,1278 dollar mardi soir. La monnaie européenne baissait également face à la monnaie nipponne, à 123,05 yens pour un euro contre 123,40 yens la veille. Le billet vert aussi perdait du terrain face à la devise japonaise, à 109,20 yens pour un dollar contre 109,42 yens mardi soir. Le couple euro-dollar restait cantonné dans une fourchette étroite autour de 1,1260 dollar pour un euro dans un marché en manque d'impulsion avant plusieurs événements jugés à risque pour les marchés attendus jeudi. «Les investisseurs restent prudents pour le troisième jour de suite avant plusieurs événements clefs qui pourraient déclencher de la volatilité avec l'audition de l'ancien chef du FBI, James Comey, les élections législatives au Royaume-Uni et la réunion de la BCE et qui se tiendront tous jeudi», a observé Hussein Sayed, analyste chez FXTM. Dans ce contexte, les investisseurs se détournaient des devises les plus exposées, comme le dollar, l'euro et la livre, pour chercher refuge auprès des actifs qu'ils jugent les plus sûrs, à savoir l'or, le yen ainsi que le franc suisse. «L'administration Trump est de retour sur le devant de la scène avec l'audition, devant une commission du Sénat américain, de l'ancien patron de la police fédérale américaine, limogé en mai», a relevé Derek Halpenny, analyste chez Bank of Tokyo-Mitsubishi UFJ. De son côté, «la livre britannique était mitigée avant les élections de jeudi» alors que «la réduction de l'avance des conservateurs (au pouvoir, ndr) sur les travaillistes a accru la volatilité sur la devise ces derniers jours», a relevé Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group. La BCE sera également scrutée, mais les observateurs s'accordent à dire qu'elle devrait maintenir des taux directeurs en zone euro à leur plus bas historique – avec le principal taux à zéro et celui sur les dépôts à -0,40% – et poursuivre le programme d'achats de dette au rythme de 60 milliards par mois. La livre britannique se stabilisait face à la monnaie européenne, à 87,33 pence pour un euro, et baissait face au billet vert, à 1,2897 dollar pour une livre. La monnaie suisse se stabilisait face à l'euro, à 1,0850 franc pour un euro et baissait face au dollar à 0,9634 franc pour un dollar. La devise chinoise se stabilisait face au billet vert, à 6,7945 yuans pour un dollar, contre 6,7952 yuans mardi, son niveau le plus fort en fin d'échanges depuis la victoire de Donald Trump à la présidentielle américaine début novembre 2016. L'once d'or valait 1 293,21 dollars, contre 1 293,50 dollars mardi soir. Le cours de l'once de métal jaune est monté mercredi en début d'échanges asiatiques à 1 298,75 dollars, un plus haut en sept mois, porté par un dollar toujours affaibli.

R. E.

Sûreté de wilaya à Béjaïa

La police se met à l'heure de la solidarité du ramadhan

■ La sûreté de wilaya a organisé une opération de solidarité appelée «Iftar collectif» au niveau du Pont Scala sur la RN 09 reliant la wilaya de Béjaïa à celle de Sétif, a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.



Par Hocine C.

Cette opération de solidarité comprend un double objectif, à savoir la promotion des valeurs de piété durant le mois de ramadhan et aussi la sensibilisation des usagers de la route sur les causes des accidents de la route dont l'excès de vitesse, le non-respect du code de la route de manière générale, etc. Un chapiteau a été installé à l'oc-

casion à proximité de la route. Au moins 50 usagers ont été invités à partager la rupture du jeûne avec les policiers en service au niveau du dispositif de sécurité fixe se trouvant à l'intersection débouchant sur l'aéroport Abane-Ramdane. Des repas chauds ont été offerts aux usagers et aux passagers. Ils ont beaucoup apprécié le geste de partager un f'tour et la rupture du jeûne avec les policiers. Cette opération a ciblé, selon la cellu-

le de communication de la sûreté de wilaya, «les routiers et camionneurs et aussi les voyageurs des longs trajets, notamment ceux transportant des marchandises vers les wilayas de l'intérieur du pays». A la fin du f'tour, des conseils ont été prodigués aux conducteurs, notamment sur la vérification de leurs véhicules et engins avant d'entamer le voyage, la pression des pneumatiques, rouler à vitesse raisonnable et éviter l'excès de

vitesse, le respect de la distance de sécurité et signalisation se trouvant sur les routes et enfin ne pas se précipiter durant la dernière heure avant la rupture du jeûne pour ne pas exposer sa vie et celle d'autrui au danger, etc. «Des dépliantes et affiches comprenant des conseils sur le respect du code de la route sont distribués aux usagers en collaboration avec les Scouts musulmans algériens», a souligné H. C.

Activités de la DCP

1 694 interventions et 476 procès-verbaux dressés

La direction du commerce et des prix de la wilaya de Béjaïa a déployé 74 brigades de contrôle de qualité et des prix et de la répression de mauvaises pratiques commerciales, soit au total 158 agents de contrôle durant ce mois de ramadhan. Ces derniers sillonnent les magasins, marchés et unités de toute la wilaya de jour comme de nuit y

compris le week-end. Ainsi, de ces opérations de contrôle de ces brigades, «il ressort 1 694 interventions durant les 10 premiers jours de jeûne dont 1 093 liées au contrôle de la qualité et des prix, 604 liées aux pratiques commerciales et le respect de la réglementation en la matière», a-t-on appris hier. Ces opérations de contrôle ont donné lieu à la

saisie de 4,8 tonnes de produits alimentaires saisies et en grand partie des viandes. La valeur de ces marchandises est estimée à plus de 1 million de dinars. Les agents de contrôle de la DCP ont dressé 476 procès-verbaux de poursuites judiciaires. Il a également été découvert un défaut de facturation estimé à 4 millions de dinars. H. C.

Bouira

Règlement des situations impayées pour 42 entreprises de bâtiment

Quarante-deux situations impayées, dont les créances ont été réclamées depuis la fin mai par les entreprises réalisatrices de logements à Bouira, ont été réglées, a assuré le wali de Bouira, Mouloud Chérifi. Dans le cadre du paiement des situations de travaux de réalisation des logements publics localifs (LPL) en instance, les autorités locales de la wilaya ont réglé 42 situations de créances impayées pour les entreprises pour un montant de plus de 287 millions de dinars. Le montant exact reçu par les services de la wilaya pour

le paiement des créances de 42 entreprises réalisatrices de logements à Bouira est de 287 145 352.03 DA, a expliqué le wali, précisant qu'il reste d'autres en instance dont le montant est de 36 127 598.05 DA. «Nous avons pu payer les créances de 42 entreprises afin de leur permettre de poursuivre leurs travaux de réalisation des différents projets de logements en cours dans cette wilaya», a ajouté M. Chérifi lors d'un point de presse. Depuis le début de l'année, certaines entreprises du bâtiment et travaux publics se

sont retrouvées dans l'obligation d'arrêter leurs chantiers afin de réclamer leur argent auprès des autorités locales de la wilaya, des créances importantes dont le règlement pourrait leur donner le souffle nécessaire pour suivre les chantiers en cours. Par ailleurs, et toujours dans le cadre de la réalisation des projets de logements dans la wilaya de Bouira, M. Chérifi a tenu à rassurer les souscripteurs des programmes de l'AADL (1 et 2) quant au suivi et à la bonne évolution des différents chantiers, notamment à Sour El-Ghozlane

et Bouira. «Nous sommes en train de suivre de très près l'avancement des travaux et avons demandé aux entreprises réalisatrices d'accélérer la cadence afin de permettre la livraison des logements à leurs bénéficiaires dans les meilleurs délais», a souligné le même responsable. En outre, le wali de Bouira a assuré qu'aucun projet de logement ne sera perturbé, et les travaux se poursuivront normalement, de façon à les réceptionner dans les meilleurs délais, a-t-il dit à la presse.

Lydia O./APS

Sétif Vers la récupération du foncier industriel inexploité

DES INSTRUCTIONS ont été émises par le wali de Sétif, Nacer Maaskri, en direction des différentes parties concernées afin d'amorcer l'opération de récupération du foncier industriel inexploité, a-t-on appris auprès du chargé de communication de la wilaya. Cette décision fait suite à la visite d'inspection effectuée lundi par le chef de l'exécutif local à la zone d'activités de la commune d'El Gelta El Zerka (est de Sétif) où il a constaté qu'un grand nombre d'investisseurs ayant précédemment bénéficié d'assiettes de terrain n'ont pas encore lancé leurs projets et ce, malgré les mesures de facilitation et d'accompagnement offertes en continu par l'Etat, a précisé Samir Bougâa. Le chef de l'exécutif local avait donné des instructions fermes à l'effet d'adresser des avertissements à tous les investisseurs ayant pris du retard dans la concrétisation de leurs projets, a-t-on rappelé. Il a également insisté sur la nécessité d'entamer la récupération des terrains inexploités et à ce que cette opération se fasse au cours de la semaine prochaine. Pour rappel, le chef de l'exécutif local avait demandé aux responsables concernés de se renseigner auprès des investisseurs retardataires afin de connaître les causes de la non-concrétisation de leurs projets et de déterminer les responsabilités avant d'entamer l'opération de récupération du foncier.

K. L.

Médéa La commune d'Ouled Deid entièrement raccordée au gaz naturel

L'AGGLOMÉRATION urbaine de la commune d'Ouled Deid, à 36 km à l'est de Médéa, qui compte quelque 3 115 habitants, a été raccordée en sa totalité au gaz naturel, à la faveur de la récente la mise en service du réseau de distribution local de gaz naturel, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. «601 foyers, soit la totalité des foyers situés en zone d'agglomération urbaine, sont raccordés depuis début juin au réseau de distribution de gaz naturel qui dessert cette partie est de la wilaya», a-t-on indiqué. Initiée au titre de la 2^e tranche du programme quinquennal 2010-2014, cette opération a nécessité la pose de 20 km de canalisations de transport de gaz, en vue du raccordement de la totalité des foyers de la zone d'agglomération urbaine, a-t-on appris des mêmes services. R.R.



Elections municipales en Tunisie

La société civile appelle l'ISIE à tenir une réunion explicative

■ La tenue des élections municipales en Tunisie dans les délais fixés par l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) dépend des postes à combler au niveau central, régional et local, de la mise en place du système informatique et de l'organisation des campagnes de sensibilisation et la réalisation des opérations logistiques nécessaires, a indiqué, mardi, le coordinateur général du réseau Mourakiboun, Rafik Halouani.

Par Amel D.

«L'organisation des municipales dans les délais dépend, aussi, du recrutement des agents d'inscription et de sensibilisation et de leur formation», a-t-il ajouté dans une déclaration à l'agence TAP. Rafik Halouani a précisé que des organisations de la société civile s'intéressant à la question électorale ont adressé, mardi, une correspondance à l'ISIE, l'appelant à tenir une réunion à propos de ces différents points qui demeurent, selon lui, «pas clairs». La liste de ces organisations compte, entre autres, le réseau Mourakiboun, l'Association tunisienne pour l'intégrité et la démocratie des élections (Atide), la coalition Awfia pour le contrôle de l'intégrité des élections, l'Institut Farhat-Hached des recherches et démocratie, le Pôle civil pour le développement et droits de l'Homme et l'Organisation «Al Bawsala». Rafik Halouani a déclaré que l'ISIE pourrait répondre à cette correspondance et invité les organisations concernées à une réunion d'ici la fin de cette semaine. Selon lui, ces organisations œuvreront pour l'adoption du code des collectivités locales et la concrétisation de toutes les promesses du gouvernement, notamment après avoir dissous les délégations spéciales et



exprimé sa disposition à tenir les élections dans les délais fixés. Adel Brinsi, membre de l'ISIE, a, pour sa part, indiqué que les préparatifs pour l'organisation des élections dans les délais se poursuivent au sein de l'ISIE qui a mis en place un calendrier avec les dates des différentes étapes, à commencer par les inscriptions et jusqu'à l'annonce des résultats. L'ISIE tient des réunions régulières pour combler les postes vacants et effectuer les recrutements nécessaires sur le plan central et régional, après avoir recruté un directeur exécutif de l'instance ainsi que les agents d'inscription et de sensibilisation, a-t-il dit. Adel Brinsi a affirmé l'existence d'une réelle volonté politique pour l'organisation des élections à la

date fixée (le 17 décembre 2017), rappelant la dissolution des délégations spéciales par le Chef du gouvernement et le lancement, par le Parlement, de l'appel à candidature pour combler les postes vacants au sein du conseil de l'instance électorale. Adel Brinsi a ajouté que l'Instance a prévu l'organisation, prochainement, de réunions avec des représentants de la société civile et des médias en vue de faire réussir cette échéance électorale.

Adoption du projet sur la saisine de la CPI pour la poursuite des terroristes

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) a adop-

té, en plénière, un projet de motion relative à la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) contre des terroristes tunisiens impliqués dans les crimes commis hors du territoire, avec 117 voix pour et 7 abstentions. Présentée depuis cinq mois par le bloc parlementaire Al-Horra (Machrouk Tounes) au bureau de l'ARP, cette motion «appelle le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour présenter les terroristes tunisiens de retour en Tunisie à la justice pour être jugés conformément aux dispositions de la loi antiterroriste et charger la CPI de la poursuite en justice ceux qui ont fui vers d'autres pays», rapporte l'agen-

ce TAP. Selon le bloc Al-Horra, cette initiative a été proposée face à l'impossibilité de poursuivre l'enquête et organiser le procès des terroristes tunisiens qui ont fui le territoire. Ils ont indiqué que des personnes de nationalité tunisienne sont «impliquées, avec des organisations terroristes, dans des crimes graves et barbares et doivent absolument être jugées». Lors d'une conférence de presse, à l'issue de l'adoption du projet de motion, le président du bloc Al-Horra, Abderraouf Chérif, a indiqué que le «but de cette motion est d'aller de l'avant dans la lutte contre le terrorisme et surtout poursuivre en justice tous les Tunisiens qui sont impliqués dans des crimes terroristes».

Lors des débats, les députés sont revenus sur l'enlèvement et l'assassinat, par des terroristes, de Khelifa Soltani, frère du jeune berger Mabrouk Soltani, décapité en novembre 2015 par des terroristes retranchés au mont Mghilla à Sidi Bouzid.

Ils ont, à cet égard, souligné la nécessité de sécuriser les zones frontalières et montagneuses, proches des tanières des terroristes, appelant le gouvernement à appliquer les promesses faites aux habitants

A. D./APS

Sahara occidental

Des observateurs internationaux dénoncent les irrégularités du procès de Gdeim Izik

Plus d'une douzaine d'observateurs internationaux présents lundi à la reprise à Rabat du procès des prisonniers politiques sahraouis de Gdeim Izik ont dénoncé les nombreuses irrégularités constatées. La présidente de l'association Sogaps Sahara, Maité Isla, présente à ce procès, a dans une déclaration collective publiée sur le site de son association, dénoncé les irrégularités dans les règles de procédures appliquées lors de ce procès qui se déroule à Rabat alors que l'incident a eu lieu à Laayoune, ce qui pose la question de la compétence territoriale du tribunal, souligne la même source. La déclaration de ce collectif d'observateurs internationaux indique également que la défense nommée d'office par la Cour le 16 mai dernier a entamé son travail sans avoir le moindre contact avec les accusés ni étu-

dié leurs dossiers. Les observateurs internationaux ont dénoncé également le retard injustifié dans ce procès qui a commencé en 2013 et qui est actuellement à sa 5^e édition après plusieurs reports, avant de dénoncer par ailleurs la détention arbitraire de 6 ans et demi sur la base d'une décision annulée par la Cour de cassation ce qui représente dans ce cas, a-t-on ajouté, la violation du droit à la présomption d'innocence. Les observateurs ont également rapporté dans leur déclaration avoir été soumis à des mesures sécuritaires exceptionnelles ou leurs documents d'identité ont été photographiés par des personnes non identifiées en dehors de la Cour en plus de l'interdiction de faire entrer à la salle d'audience tout type d'appareil électronique. Il (le collectif) ajoute que les familles des prisonniers affirment

avoir subi des agressions et des blessures graves. Le collectif d'observateurs internationaux informe, enfin, la communauté internationale de la violation systématique de la procédure régulière ainsi que des droits de l'homme et par conséquent, il demande la protection de ces prisonniers politiques sahraouis par les Nations unies et par les institutions internationales compétentes. Les 24 prisonniers politiques sahraouis ont été arrêtés, torturés et condamnés à de lourdes peines sur la base d'aveux obtenus sous la torture en raison de leur participation au camp de protestation sahraoui de Gdeim Izik en 2010. Le dernier procès de ces prisonniers politiques en date du 16 mai a été marqué, rappelle-t-on, par l'expulsion violente de deux avocats de la défense.

Halim O./Agences

Mouvement de contestation au Maroc Le ministre de l'Intérieur justifie la répression

«FAIRE RESPECTER LA LOI» : le ministre marocain de l'Intérieur a justifié mardi la récente vague d'arrestations qui a décapité le mouvement de contestation populaire dans le nord du pays, où les manifestations perdurent cependant. «L'Etat est mobilisé pour répondre aux revendications sociales et économiques de la population à Al-Hoceïma», a une nouvelle fois affirmé Abdelouafi Lafit, venu au Parlement pour répondre aux questions des députés. Cette province est secouée depuis sept mois par un mouvement de contestation revendiquant le développement du Rif, une région historiquement frondeuse et géographiquement enclavée que les protestataires jugent «marginalisée». Les nombreux chantiers lancés ou relancés ces derniers mois par le gouvernement dans la région «répondent à 90% des demandes de la population», a vanté M. Lafit. Depuis une dizaine de jours, la police a mené 87 arrestations, selon un dernier bilan officiel, parmi lesquelles celles de Nasser Zefzafi, le leader du «Hirak» (la mouvance, nom du mouvement qui anime la contestation). Nasser Zefzafi était recherché pour avoir interrompu le 26 mai le prêche d'un imam dans une mosquée. Mais selon un de ses avocats, des «accusations lourdes et exagérées» pèsent désormais contre M. Zefzafi, incarcéré en détention provisoire dans la nuit de lundi à mardi dans la prison d'Oukacha, à Casablanca. Une vingtaine d'autres personnes ont également été placées en détention, notamment pour «tentative d'homicide volontaire, atteinte à la sécurité intérieure, incitations contre l'intégrité du royaume (...) et autres crimes». Mardi, trois autres membres du «Hirak», dont le journaliste-militant Mohamed Asrihi, animateur du compte Facebook Rif24 (l'une des voix du «Hirak» sur les réseaux sociaux) ont été interpellés, ont indiqué à l'AFP les autorités locales. «L'Etat n'avait d'autre choix que de faire respecter la loi», a justifié le ministre de l'Intérieur, en référence à cette vague d'arrestations. R. M.

Groupe Ival

Le pick-up Fiat Fullback disponible immédiatement



Page animée par Ali Zidane

La possibilité d'acheter et de se faire livrer en un temps record sur quelques modèles de véhicules utilitaires et semi-utilitaires est possible en ce moment chez Ival.

Le groupe représentant des trois marques italiennes (Iveco,

Côté design, le Fiat Fullback se distingue par sa ligne sportive et une cabine parfaitement avancée. La face du véhicule séduit grâce à sa touche très moderne. Côté intérieur, nous remarquons la bonne fonctionnalité du véhicule, tout en affichant un confort et une élégance. L'utilisateur dispose ainsi d'un véhicule qui combine ses attentes d'utilisation professionnelle à un confort de conduite admirable.

Le Fiat Fullback est équipé d'un moteur turbo diesel à injection directe (Common Rail) de 2.5 litres et 180 ch. Avec son bloc en aluminium, ce moteur se différencie par sa légèreté et son turbo à géométrie variable, disponible en boîte manuelle à six rapports. Les suspensions du Fiat Fullback présentent une architecture sophistiquée au niveau du schéma de suspension, avec un système à double bras et barre antiroulis pour les roues avant, tandis qu'un essieu rigide est prévu à l'arrière pour assurer une fiabilité élevée et une résistance extrême.

Côté sécurité, le nouveau modèle utilitaire dispose de l'ABS, du double airbag, du

contrôle électronique de stabilité (ESC, ESP), condamnation centralisée des portes et des suspensions arrière renforcées. Cette version de simple cabine (4x2) présente une hauteur maxi-

male de 1 780 mm, une largeur de 1 785 mm. La charge utile peut atteindre 900 kg, tandis que le poids tractable dépasse les 2.5 tonnes, son prix est à 2 950 000 00 DZD TTC.

Hyundai Kona 2017

Nouveaux éléments



Hyundai dévoile de nouvelles photos ainsi qu'une vidéo du Kona. Ce nouveau SUV urbain, rival des Peugeot 2008 et Renault Captur, sera dévoilé l'été 2017. Le Hyundai Kona se montre un peu plus à quelques semaines de sa révélation à la mi-juin. Le constructeur coréen a dévoilé deux nouvelles photos montrant la face avant et la poupe de son SUV urbain, ainsi qu'une vidéo révélant plusieurs détails du véhicule. Notamment, la présence pour la première fois chez Hyundai d'un affichage tête haute. D'un point de vue stylistique, le Hyundai Kona marque l'arrivée d'un nouveau parti pris esthétique, qui se caractérise par des lignes très agressives et des phares à double étage comme chez Citroën. Le Kona sera dévoilé au début de l'été 2017. Il fera sa première appari-

tion publique en septembre lors du Salon de Francfort 2017. La commercialisation devrait débuter dans la foulée du salon allemand. Les feux longilignes, dorénavant habituels chez Hyundai sur les berlines comme sur les SUV, sont toujours là. On distingue par ailleurs la forme originale des protections en plastique, qui englobe à l'arrière les catadioptrés tandis qu'à l'avant elles englobent carrément les phares, à l'image du Nissan Juke. Les motorisations 1.0 L et 1.4 L déjà présentes sur les récentes i20 et i30 devraient être de la partie sur le Hyundai Kona. Pas vraiment importante sur ce segment de marché, la transmission intégrale sera absente au lancement et si elle vient à apparaître sur le modèle, elle restera l'apanage des versions dites «hautes».

Renault Algérie Forfait climatatisation pour 2 900 DA

Les Ateliers Renault se mettent aux couleurs de l'été, en proposant aux propriétaires de véhicules Renault et Dacia d'aborder les chaleurs estivales en toute sérénité avec un nouveau forfait climatatisation à 2 900 DA. Cette offre exceptionnelle, valable à travers l'ensemble du réseau d'Ateliers du Groupe Renault en Algérie, comporte le contrôle du système de climatatisation du véhicule ainsi que la recharge en gaz réfrigérant. En effectuant la maintenance de leurs véhicules au sein des Ateliers Renault, les clients profitent de l'ensemble des gages de qualité du leader de l'automobile en Algérie depuis 11 ans, en bénéficiant notamment : du 1^{er} réseau d'experts mécanique et carrosserie, de la pièce de rechange d'origine ainsi que de la garantie d'une année de la pièce et de la main-d'œuvre. Les Ateliers Renault, présents à travers tout le territoire algérien, offrent un service aux normes internationales de qualité du Groupe Renault et ses experts en mécanique et en carros-



serie sont formés aux plus hauts standards de la marque, au sein de Renault Algérie Académie, le 1^{er} centre de formation aux métiers de l'automobile agréé par l'état. Ainsi, selon une enquête effectuée mensuellement par un institut indépendant, 9 clients sur 10 sont satisfaits de la qualité de service Renault et recommandent Renault et Dacia.

Citroën

Nouvelle C4 Cactus restylée (2017)

Alors qu'il fête ses trois ans de carrière, le C4 Cactus va accueillir des évolutions esthétiques et techniques fin 2017. A l'occasion, l'original SUV Citroën va rentrer dans le rang en perdant son patronyme de Cactus afin d'assurer l'intégrité de l'actuelle C4 berline qui va tirer sa révérence, indique le site spécialisé Largus.fr. Le design de la face avant est harmonisé avec celui du reste de la gamme (C3, C3 Aircross...). Outre le bouclier redessiné, le museau lisse sera orné de la calandre à double barrette qui se prolonge jusqu'aux phares. A l'arrière, les petits feux (pas vraiment appré-



ciés) vont venir mordre sur le hayon, histoire d'élargir visuellement le véhicule. Les modifications les plus significatives toucheront l'insonorisation et le confort. Sur ce dernier point, la nouvelle C4 va innover en inaugurant en Europe les amortisseurs à double butée, présentés en avril sur le C5 Aircross. Les autres modifications se situent sous le capot puisque cette nouvelle C4 va hériter des dernières évolutions mécaniques pour répondre à la norme Euro 6.2. En essence, le 1.2 PureTech de 82 ch sera reconduit alors que sa déclinaison turbo de 110 ch bénéficiera d'optimisations et d'un filtre à particules (GPF). En diesel, le 1.6 BlueHDI cédera la place à l'inédit 1.5 BlueHDI de 100 ch. En revanche, il n'est pas certain que les déclinaisons les plus puissantes de ces blocs (1.2 PureTech 130 et 1.5 BlueHDI) soient disponibles.

Test crash Euro NCAP Nouvelle Nissan Micra, une citadine à 4 étoiles

LA NOUVELLE Nissan Micra a obtenu quatre étoiles sur cinq aux tests de sécurité Euro NCAP avec les équipements de sécurité standard. Son niveau de protection des adultes a atteint 91%, celui des enfants 79%, celui des piétons 68% et les aides actives à la sécurité 49%. Ainsi, la petite japonaise a raté de peu la note des cinq étoiles, tant espérée.

Kia Motors Algérie Le SUV Sorento disponible

KIA MOTORS Algérie annonce la disponibilité à la vente du nouveau Sorento avec livraison immédiate. Disponible en TTC et en leasing et en deux finitions, à savoir le Sorento 5 places plus (boîte manuelle) et le Sorento 7 places plus (boîte automatique). Le Sorento 5 places plus (boîte manuelle) est au prix de



7 295 000 DA TTC, soit 6 158 992 DA en HT, le Sorento 7 places (boîte automatique) est disponible au prix de 8 425 000 DA TTC, soit 7 108 571 DA en HT.



Philippines

Les islamistes retranchés pour une longue bataille

■ Ils se cachent dans des tunnels à l'épreuve des bombes, dissimulent des armes antichar dans les mosquées, se servent de boucliers humains et maîtrisent parfaitement le terrain: les jihadistes retranchés dans le sud des Philippines sont pour l'armée un adversaire redoutable.

Par Rosa F.

Deux semaines après la mise à sac de la ville de Marawi par des islamistes brandissant le drapeau noir du groupe État islamique (EI), les autorités ont changé de discours. Loin d'un règlement rapide, elles redoutent que la bataille s'éternise.

«L'avantage (de l'ennemi), c'est leur maîtrise du terrain. Ils savent où mènent les allées les plus petites et sont libres de circuler», a dit cette semaine à la presse le major Rowan Rimas, officier des Marines.

«Ils savent d'où viennent les forces gouvernementales et où elles s'abritent. Ils ont des tireurs embusqués et leurs positions sont bien défendues».

Le ministre de la Défense Delfin Lorenzana avait reconnu au début du conflit le 23 mai que les forces de sécurité avaient été prises par surprise.

En tentant de capturer un des chefs islamistes, elles ne s'attendaient pas à voir surgir des dizaines de jihadistes dans les rues. Les combattants ont alors semé le chaos dans cette localité de 200 000 habitants, la plus grande ville musulmane des Philippines catholiques, prenant

un prêtre en otage, ouvrant les portes de deux prisons et détruisant de nombreux édifices.

Depuis, le ministre comme les chefs de l'armée ont raconté que leurs forces avaient sans le prévoir déjoué un coup spectaculaire programmé par les jihadistes: prendre Marawi pour démontrer que l'EI avait gagné un territoire aux Philippines.

Initialement, ils estimaient à une centaine le nombre de combattants avant de réviser ce chiffre à 500, dont des étrangers venus de Tchétchénie, d'Arabie saoudite ou du Yémen.

Les islamistes disposent en outre d'un arsenal imposant, y compris des lance-roquettes et des munitions semble-t-il inépuisables pour leurs puissants fusils d'assaut.

Le porte-parole souligne que le règlement de l'armée lui interdit de frapper les mosquées et les écoles islamiques, des failles exploitées par les combattants.

Les habitants de Marawi avaient creusé des bunkers et des tunnels sous les maisons après un soulèvement musulman en 1970, durant lequel des quartiers entiers avaient été incendiés, raconte à l'AFP Norodin Alonto Lucman, homme politique local respecté.



Ph. > D. R.

Le groupe Maute marche de concert avec Isnlon Hapilon, cible du raid initial des forces de sécurité et considéré par l'armée comme «l'émir» de l'EI, le chef aux Philippines du groupe jihadiste proche-oriental. L'armée pense qu'il est toujours à Marawi.

Les autorités sont d'autant plus inquiètes quant aux agisse-

ments des islamistes qu'elles ont découvert lundi 52,2 millions de pesos (un million de dollars) en liquide dans une de leurs maisons. Ils se servent en outre comme boucliers humains d'environ 2 000 civils pris au piège, parmi lesquels le prêtre et plus d'une dizaine de civils capturés au début de la crise. Quelques heures après le début des com-

bats, le président Rodrigo Duterte avait imposé la loi martiale à toute la région de Mindanao, où vivent 20 millions d'habitants, dans une tentative pour écraser rapidement la menace représentée par l'EI.

Il avait fixé un délai – désormais écoulé – pour débarrasser la ville de ses jihadistes. A son expiration, il a usé de sa rhétorique agressive coutumière à l'endroit des soldats. «Je vous ordonne d'écraser votre ennemi», a-t-il lancé. «Quand je dis écraser, vous devez tout détruire, y compris des vies».

Mais une victoire militaire rapide semble de plus en plus irréaliste.

Le ministre Lorenzana, qui avait lui aussi fixé un délai de 10 jours écoulé ce weekend, a souligné que par le passé, les affrontements avec les islamistes débouchaient sur leur débandade.

Cette fois-ci, ils se montrent plus déterminés. «Normalement, dans ce type de conflit, les combattants déguerpiissent et se cachent dans les montagnes. De manière surprenante, ils se sont retranchés là et attendent de combattre, peut-être jusqu'au dernier».

R. D.



Points chauds

Suspension

Par Fouzia Mahmoudi

Les relations entre l'Allemagne et la Turquie non seulement ne semblent pas prêtes à s'embellir mais semblent au contraire se dégrader encore un peu plus ces derniers jours. En effet, le gouvernement allemand a annoncé cette semaine le retrait de ses troupes de la base d'Incirlik dans le sud de la Turquie et leur redéploiement en Jordanie en raison des tensions germanoturques croissantes, a fait savoir l'agence allemande DPA. Le Conseil des ministres a approuvé le plan de la ministre de la Défense Ursula von der Leyen, mis sur pied après que la Turquie a interdit aux parlementaires allemands de se rendre sur cette base de l'OTAN où quelque 260 soldats de la Bundeswehr, l'armée allemande, sont déployés dans le cadre de la coalition internationale contre l'organisation djihadiste État islamique (EI) en Syrie et en Irak. En conséquence, l'Allemagne devra suspendre pendant deux mois les vols de ses appareils de reconnaissance Tornado basés à Incirlik, le temps qu'ils soient opérationnels à Azraq en Jordanie, près de la frontière syrienne. Et ce dernier épisode n'est que le dernier d'une longue série qui a assombri les relations autrefois florissantes entre Berlin et Ankara. La décision du retrait allemand intervient après l'échec ce week-end d'une mission de conciliation en Turquie du ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel. Celui-ci voulait convaincre les autorités turques de laisser des parlementaires allemands visiter la base, ce à quoi le gouvernement turc s'oppose depuis le mois dernier. Ankara a justifié son interdiction en accusant Berlin d'avoir accordé l'asile politique à des ressortissants turcs, dont des militaires, accusés par le président Recep Tayyip Erdogan d'être liés à la tentative de putsch de juillet. Des accusations formulées depuis plusieurs mois et qui continuent de peser sur la relation, autrefois privilégiée entre les deux nations. Surtout, Berlin semble de moins en moins disposée à faire preuve de tolérance face aux excès de langage de son «allié» et laisse de plus en plus apparaître son agacement et son impatience face à ses interlocuteurs turcs. Reste à savoir si ces derniers continueront dans cette voie au risque de perdre un partenaire qui fut toujours bienveillant, ou si en voyant la colère, de moins en moins dissimulée, de Berlin face aux excès d'Ankara, les Turcs se montreront moins agressifs et plus ouverts au dialogue. F. M.

Législatives britanniques

L'indépendance au centre des débats en Ecosse

Le parti national écossais SNP pourrait laisser quelques plumes dans les législatives britanniques en Ecosse mais devrait continuer à faire la loi dans une région où la question de l'indépendance reste au centre du débat politique. Certes, il sera difficile aux indépendantistes de faire aussi bien que lors du précédent scrutin de 2015 où ils avaient presque réussi un grand chelem, en raflant 56 des 59 sièges alloués à l'Ecosse au Parlement atonal de Westminster. Mais la plupart des sondages leur prédisent une nouvelle nette victoire, autour des 50 sièges, ce qui resterait un triomphe pour ce parti de centre-gauche qui n'en comptait que six en 2010. Alors que sur le plan national, ces législatives anticipées sur fond de Brexit et de menace terroriste se résument à une bataille entre les conservateurs de la Première ministre Theresa May et les Travailleurs, l'Ecosse est animée par d'autres enjeux qui tournent essentiellement autour de l'indépendance. La défaite «honorabile» des indépendantistes en septembre 2014 lors d'un premier référendum d'autodétermination, où 55% des Écossais avaient préféré rester dans le Royaume-Uni, n'a rien enlevé de leur vigueur. Bien au contraire, le SNP a depuis renforcé son assise au

Parlement national mais aussi à l'assemblée régionale d'Édimbourg, et reste de très loin le parti le plus populaire en Ecosse. Forte de cette domination, la Première ministre Nicola Sturgeon n'a pas mis longtemps pour réclamer la tenue d'un nouveau référendum après le vote pour le Brexit, rappelant que 62% des Écossais l'avaient rejeté. Sortir du Royaume-Uni pour rester dans l'UE, les adversaires politiques de Mme Sturgeon y voient une regrettable contradiction. «Ce serait franchement une très mauvaise chose pour l'Ecosse car cela ferait éclater le marché intérieur du Royaume-Uni qui pèse quatre fois plus en termes de commerce et cinq fois plus en termes d'emplois que l'UE pour l'Ecosse», déclare à l'AFP la patronne des conservateurs écossais, Ruth Davidson, fervente partisane du maintien de l'Union. Cette femme énergique s'est imposée ces derniers mois comme la principale force d'opposition au SNP, devant le Labour qui peine à surmonter dans cette région qui fut jadis son fief historique et exclusif. Le message des Tories, longtemps inaudible, résonne désormais dans certaines parties de l'Ecosse, particulièrement le long de la frontière avec l'Angleterre et dans les régions rurales des Highlands. Ruth

Davidson «a fait beaucoup pour rendre la marque des conservateurs moins toxique en Ecosse», souligne Nicola McEwen, professeure de sciences politiques à l'université d'Édimbourg, rappelant qu'en 2015 encore, les Tories avaient enregistré leur plus mauvais résultat de tous les temps en Ecosse. Avec 14,9% des voix, ils avaient fini très loin derrière le SNP (50%) et les Travailleurs (24,3%). Cette fois, les conservateurs pourraient passer de un à sept sièges, selon les sondages, ce qui leur permettrait de «militier avec plus de force encore contre un deuxième référendum d'indépendance, alors que le Labour est plus ambigu sur la question», souligne Nicola McEwen.

La cheffe des travaillistes écossais Kezia Dugdale a déclaré l'année dernière qu'il ne serait «pas inconcevable» pour elle de voter en faveur de l'indépendance écossaise pour rester au sein de l'UE, avant de se raviser. Les conservateurs ont sauté sur l'occasion pour brandir la menace d'une «coalition du chaos» entre le Labour et le SNP. «Nous n'avons aucun projet d'alliance progressiste avec le SNP», répond Kezia Dugdale à l'AFP, ajoutant : «ils refusent de taxer les plus riches et essayent de faire éclater le Royaume-Uni, cela n'a rien de progressiste.»



Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Variété musicale pour le mois de ramadhan

■ Les veillées du ramadhan au Palais de la culture proposent une pléiade d'artistes représentant la richesse culturelle et artistique de notre pays. Ces soirées commencent à partir de 21 heures depuis les premiers jours à attirer un public nombreux.

Par Par Abla Selles

Plusieurs activités culturelles sont annoncées à l'occasion des veillées du mois sacré offrant au public l'occasion de découvrir des choses nouvelles, revisiter le patrimoine national ainsi que passer des moments conviviaux entre amis ou en famille. A l'instar de la salle El Mouggar, Ibn Khaldoun et l'Onci qui étaient les premiers à dévoiler leurs programmes, le Palais de la culture Moufdi-Zakaria propose des soirées musicales animées par des artistes représentant différents genres musicaux. En effet, des artistes des quatre coins du pays participent à rendre les soirées des Algérois plus faciles après de longues journées de jeûne.

Le menu proposé répond à tous les goûts. Du chant malouf, de l'andalous, du chaâbi, de la chanson kabyle et d'autres variétés sont à l'affiche. La soirée inaugurale était littéraire avec un hommage rendu à Mouloud Mammeri par le Haut-commissariat à l'amazighité. Les soirées



qui suivent sont cent pour cent artistiques. Lundi soir, c'est un spectacle de musique kabyle qui été animé par le chanteur Rezki Cherfi avant de céder la scène le lendemain à Abdelkader Chaou et Noureddine Dzir dans respec-

tivement, la musique chaâbie et des variétés musicales. La jeune interprète de musique andalouse, Nawel Iloul, devait animer la soirée d'hier en interprétant des textes en mode hawzi et m'dih. Quant à ce soir, le public a ren-

dez-vous avec Nouria et Yidir pour une soirée spéciale pour les amoureux de la chanson d'expression kabyle.

La musique andalouse sera de retour vendredi soir avec l'artiste Farid Khoudja connu par sa

belle voix surtout dans le m'dih et le hawzi. Une soirée inched est prévue le lendemain avec le mounchd Bouhbila et la troupe Elanis de Constantine.

Les soirées artistiques se poursuivent au Palais de la culture Moudi-Zakaria d'Alger jusqu'à la fin du mois avec de grands noms de la musique algérienne tels que Nesrine Ghenime (musique andalouse) de l'école de Tlemcen, Abbas Righi dans le malouf constantinois, la troupe El Aama dans le chant gnawi, il y aura aussi des variétés musicales avec Lyes Benbakir, Toufik Nedroumi, Toufik Aoun et autres.

La soirée de clôture sera consacrée à rendre hommage à un chantre de la musique chaâbie, le défunt Amar Ezzahi. Cette soirée sera animée par Karim Acouidet et Kamel Aziz qui interpréteront des chansons de Amar Ezzahi. **A.S.**

Festival du court-métrage de Bangalore (Inde)

«Le voyage de Keltoum» de Anis Djâad en compétition

Le court-métrage de fiction «Le voyage de Keltoum» dernière œuvre du cinéaste Anis Djâad prendra part à la compétition officielle du 6e Festival du court-métrage de Bangalore (Inde), prévu le 11 juin prochain, a-t-on appris auprès de l'équipe du film. Sorti en 2016, «Le voyage de Keltoum» est la troisième œuvre du réalisateur après la sortie en 2014 de «Passage à niveau», doublement primé au Festival du court-métrage maghrébin à Oujda (Maroc), et en 2012 de «Le hublot» également primé aux dernières Jca (Journées cinématographiques d'Alger). L'œuvre aborde de manière atypique le retour

aux sources des immigrés, à travers l'histoire de Keltoum qui se retrouve obligée, malgré de grandes difficultés financières, de réaliser les vœux de sa sœur mourante de retourner sur des lieux qu'elle considère comme sacrés. Cette promesse confronte Keltoum à sa propre misère sociale, à sa famille qui lui reproche sa modeste condition et à l'obligation de réaliser les dernières volontés de sa défunte sœur. Ce film a également été sélectionné en compétition officielle du 25e Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), 27e Festival du cinéma africain, d'Asie et d'Amérique latine

à Milan en Italie, ou encore au 6e Festival du film africain de Louxor (Egypte). «Le voyage de Keltoum» avait reçu le Prix du meilleur rôle féminin du 6e Festival maghrébin du film d'Oujda, une distinction revenue à l'actrice franco-libanaise Soraya Baghdadia. Une soixantaine de courts-métrages en provenance de l'Inde, de Chine, de France, du Maroc ou encore de l'Italie prendront part à cette manifestation. Créé en 2012 pour célébrer le centenaire du cinéma indien, le Festival du court-métrage de Bangalore œuvre pour la promotion des œuvres de jeunes auteurs indiens et étrangers. **F.H.**

Guelma

Sortie d'un livre sur la chanson populaire révolutionnaire

Un ouvrage sur la chanson populaire révolutionnaire algérienne dans la région de Guelma intitulé «Idhaât hawla el-oghnia echaâbia ethawria bi mantikat Guelma» et signé Ouarda Zerguine vient de voir le jour, indique mardi son auteure. Le livre de 110 pages éclaire sur le rôle de la chanson populaire

durant la Révolution libératrice algérienne et transcrit 20 chansons sur notamment des batailles survenues dans la wilaya dont celle de Besbassa durant laquelle 365 chouchada furent tués en une journée, mais aussi de Mermoura et Kelaât Fiala, ajoute l'auteure qui est également journaliste. Ouarda Zerguine assure avoir

recouru à plusieurs sources dans la collecte des chansons transcrites, dont notamment Maâmar Bendhafer, né en 1943 au Djebel Houara dans la commune de Béni Mezline. Témoin des événements et batailles en question, ce vieux de 74 ans garde en mémoire ces chansonnettes que fredonnaient les femmes et même les

moudjahidine de la région. Paru fin mai chez une maison d'édition jordanienne, le livre se veut, à travers des chansons (dont «Djeich ethouar», «Ettayara tadrab», «De Gaule») transcrites, un «document historique mis à la disposition des chercheurs sur l'histoire de la révolution algérienne», assure l'auteure. **Racim C.**

People

Amal Clooney donne la vie à des jumeaux

George Clooney et Amal Clooney sont parents! L'avocate a accouché ce mardi 6 juin de jumeaux : un garçon et une fille. On l'attendait depuis des mois. Quand Amal Clooney a dévoilé pour la première fois son baby-bump, après des semaines de rumeurs, les fans de l'avocate et de son acteur de mari étaient aux anges. On a par la suite appris qu'il s'agissait de jumeaux : oui, George Clooney allait enfin être père... et doublement, qui plus est! Pendant toute la grossesse,

le comédien n'a pas arrêté de célébrer son épouse enceinte, assurant qu'elle serait une mère parfaite. Il va désormais pouvoir le vérifier : selon l'Associated Press, l'agence presse américaine, Amal Clooney a accouché ce mardi 6 juin à Londres. Elle a donné naissance comme prévu à des jumeaux : un garçon et une fille, donc les prénoms ont déjà été dévoilés. Frère et sœur ont respectivement pour prénoms Alexander et Ella. Deux petits Clooney qui n'ont pas encore eu droit à

leur photo officielle. Les parents n'ont en effet pas fait d'annonce directe : c'est leur représentant qui a dévoilé la bonne nouvelle aux journalistes, sachant pertinemment que les fans du couple n'en pouvaient plus d'attendre le dénouement de cette grossesse. Reste désormais à savoir quand seront dévoilés les jolis petits minois des deux bébés - George Clooney fera sans aucun doute à cette occasion un de ces discours dont il a le secret. **R.I.**

Rendez-vous culturels

- 07 juin : Soirée de musique andalouse avec Taleb Bendiab de l'école de l'ouest et Abbes Righi de l'école de l'est du pays
- 08 juin : Hocine Lesnami anime un spectacle plein de rythmes et de sonorités
- 09 juin : C'est l'artiste Latifa Benakouche et Zeneddine Bouchaala Musée National d'Art Moderne et Contemporain d'Alger (MAMA) Jusqu'au 13 juillet : Exposition photo intitulée Ikbal/Arrivées : «Pour une nouvelle photographie algérienne». Théâtre plein air de Sablettes
- 8 juin : Soirée musicale animée par Hamidou
- 9 juin : Soirée chaâbi animée par le grand artiste Abdelkader Chaou
- 12 juin : Variété musicale avec Hassiba Abderaouf
- 13 juin : Soirée rai avec Kader Japoni
- 14 juin : Soirée musicale animée par Kamel Aziz
- 15 juin : Lounis Aït Menguelat anime une soirée se chansons kabyles
- Port Djamilia de Ain Benian: 12 juin: Cheb Toufik anime des soirées artistiques



Coup-franc direct

L'ingratitude des fans !

Par Mahfoud M.

Ce qui est arrivé à l'un des meilleurs buteurs de l'histoire de la sélection algérienne est honteux. Islam Slimani n'a pas cessé d'être sifflé par les fans des Verts lors de cette rencontre face à la Guinée. Certains ont la mémoire courte et oublient vite ce que ce joueur a fait pour l'Algérie avec ses buts décisifs, notamment lors des éliminatoires des différentes éditions de la CAN mais surtout lors du Mondial brésilien. Slimani s'est sacrifié pour les Verts et a joué dans certains cas au péril de sa santé, mais cela certains pseudo supporteurs l'ont vite oublié, préférant se rappeler seulement du moment actuel et de sa forme qui est, certes, quelque peu en baisse. Mais cela est tout à fait normal vu que le joueur revient de loin et vient tout juste d'être rétabli d'une blessure qui l'avait contraint avec son club anglais de Leicester. L'enfant d'Aïn Benian a vécu des moments difficiles avec les Foxes étant donné qu'il a été mis sur la touche par le coach Shakespeare, ce qui l'a quelque peu perturbé. Certains fans sont donc ingrats et feignent d'oublier tout ce que Slimani a fait pour les Verts. Au lieu de lui remonter le moral dans ces moments pénibles, ils n'ont pas cessé de le narguer ce qui est inadmissible de leur part.

M. M.

Karaté-do/Championnats d'Afrique 2017 Mekhfi estime que l'EN aurait pu faire mieux

LA SÉLECTION algérienne (messieurs/dames) de karaté-do aurait pu moissonner «*beau-coup plus*» que trois médailles (2 or et 1 bronze) aux Championnats d'Afrique 2017 (kata/kumité), disputés du 2 au 5 juin au Cameroun, si la nouvelle équipe dirigeante était arrivée «*un peu plus tôt aux commandes*», a estimé, mardi à Alger, le président du directoire de la Fédération algérienne de karaté-do (FAK), Aboubaker Mekhfi. «*Nous sommes arrivés aux commandes de la FAK assez tard, et ce retard s'est répercuté sur d'autres aspects, comme le départ de notre sélection nationale au Cameroun, son arrivée sur le lieu de la compétition, à Yaoundé, et surtout sur sa présence à la séance de pesée. C'est ce qui a d'ailleurs empêché les karatékas (messieurs) de disputer les épreuves individuelles, car leurs catégories de poids n'étaient pas définies*», a indiqué Mekhfi en conférence de presse. C'est ce qui explique le fait que la sélection nationale n'ait disputé que quatre épreuves sur les quinze auxquelles elle devait prendre part initialement. Mais cela ne l'a pas empêchée de moissonner deux médailles d'or et une bronze qui, «*vu les nombreuses conditions défavorables qui ont entouré ces Championnats d'Afrique, constituent un bon résultat*», a estimé le président du directoire de la FAK. Mekhfi a

cependant tenu à signaler «*un coup bas*» de la part du directeur exécutif de l'Union des fédérations africaines de karaté (Ufak), Yacine Arab, qui, selon lui, «*a induit en erreur*» les responsables de la FAK, notamment en leur faisant croire que «*le délai pour la pesée allait être dépassé*» à l'arrivée des Algériens à Yaoundé. «*Mouloud Benbekhema, qui était chef de la délégation algérienne à Yaoundé, nous a transmis son rapport de mission, dans lequel il affirme que les athlètes d'autres nations continuaient à effectuer la pesée bien après l'arrivée de l'équipe algérienne, faisant que cette dernière aussi pouvait engager ses athlètes et augmenter ainsi ses chances de médailles*», a regretté Mekhfi. Le président du directoire de la FAK n'a pas caché l'existence de «*certaines règles de comptes*» au sein du karaté algérien, mais a dit être là en «*rassembleur*», avec le seul et unique «*objectif de relancer la bonne marche de la discipline*». Dans cette perspective, et malgré l'arrivée tardive de la nouvelle équipe dirigeante, Mekhfi a affirmé que «*la saison en cours ne sera pas à blanc. Nous organiserons plusieurs compétitions cet été*», a-t-il promis. Ce qui devrait aider les internationaux algériens à bien préparer les prochains Championnats du monde, prévus au mois d'octobre à Ténériffe (Espagne).

Allemagne

Le but de Bentaleb face à Augsburg le plus beau

L'INTERNATIONAL algérien, Nabil Bentaleb, s'est vu décerner le prix du meilleur but du championnat de première division allemande de football (Bundesliga) lors de l'exercice 2016-2017, pour sa réalisation face à Augsburg, dans le cadre de la 7^e journée.

Ce choix a été fait par le site officiel de la Bundesliga sur la

base d'un vote des internautes qui étaient nombreux à encenser le but du milieu de terrain de Schalke04. Bentaleb (22 ans) avait rejoint Schalke en septembre dernier en provenance de Tottenham (Premier League anglaise) à titre de prêt, avant que le club allemand ne rachète son contrat il y a quelques mois.

CAN-2019 (Qualifications) préparation/Algérie-Guinée (2-1)

L'EN d'Alcaraz démarre en trombe

■ C'est un début réussi pour le coach andalou de la sélection nationale algérienne, Lucas Alcaraz, avec ce premier succès en match amical face à la Guinée, avant-hier soir au stade Mohamed-Tchaker de Blida sur le score de (2/1).

Les Verts ont eu un rendement moyen



Par Mahfoud M.

Certes, le niveau du match était juste moyen, avec encore des erreurs en défense comme celle qui a conduit au but des Guinéens, mais la victoire est quand même bonne pour le moral avant le prochain match qui, lui, sera officiel avec cette première empoignade dimanche comptant pour les éliminatoires de la CAN 2019. En tout cas, Alcaraz aura du pain sur la planche et un grand travail l'attend pour prétendre mettre les Verts sur les rails et leur redonner un second souffle après la déconfiture de la dernière

re CAN disputée au Gabon. Certes, il y a du bon dans cette équipe avec cet engagement de certains éléments, même si certains étaient au bout du rouleau après une saison éreintante avec leurs clubs, mais il faudra persévérer dans le travail pour améliorer certaines choses, notamment la discipline dans le groupe et la rigueur tactique. Ainsi, un joueur comme Bentaleb ne devait pas se comporter de la sorte et répondre à la provocation du joueur guinéen, lui qui évolue dans un championnat relevé, à savoir l'Allemagne. Alcaraz devra remédier à cette situation et parler au joueur qui devra se reviser

et éviter ce genre de comportement à l'avenir. Certains éléments sont loin de leur forme habituelle, à l'exemple de Slimani, mais c'est normal puisqu'il qu'il revient de blessure. Il lui faudra ainsi un peu de temps avant de reprendre ses sensations. La surprise de ce match a été sans conteste le jeune joueur du Paradou AC, Attal, qui s'est bien comporté bien qu'il s'agisse de sa première sortie avec les Verts, mais il lui faudra redoubler d'efforts s'il souhaite gagner sa place avec le groupe lors des prochaines sorties officielles.

M. M.

Slimani a joué 50 matchs avec les Verts

L'attaquant Islam Slimani a disputé son 50^e match avec la sélection algérienne de football lors de la victoire face à la Guinée (2-1) dans une rencontre amicale au cours de laquelle l'avant-centre de Leicester City (Premier League) a été conspué par les supporters. Slimani a été appelé pour la première fois en équipe nationale le 12 mai 2012. A cette période-là, il jouait au CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne). Il fut d'ailleurs l'un des rares joueurs du championnat algérien qui ont tapé dans l'œil du sélectionneur national de l'époque, le Bosnien Vahid Halilhodzic. Depuis, le joueur de 28 ans a gagné des galons,

aussi bien en sélection qu'en club.

Il est devenu meilleur buteur en activité des Verts avec 25 buts, et également deuxième joueur africain le plus cher la saison passée après son transfert, l'été dernier, du Sporting Lisbonne (Portugal) vers Leicester City pour 35 millions d'euros.

Malgré ses 25 buts, qui font de lui le quatrième meilleur buteur de l'histoire de la sélection algérienne, Slimani trouve rarement grâce aux yeux des supporters algériens, avec lesquels il a même eu des démêlées lors de la précédente Coupe d'Afrique des nations

(CAN-2017) au Gabon. Face à la Guinée, il a été sifflé au moment où il a été remplacé par Idriss Saadi, dans les dernières minutes de la partie, une attitude déplorée par le vice-capitaine des Verts, Yacine Brahimi, qui a tenu à lui apporter son soutien et celui de tous les autres coéquipiers, selon ses propos à la presse en fin de match.

L'ancien capitaine et meneur de jeu des Verts, Lakhdar Belloumi, reste le joueur qui détient le plus grand nombre de rencontres avec la sélection algérienne en portant ses couleurs à 101 matchs reconnus par la Fédération internationale de football (Fifa) entre 1978 et 1989.

Bordeaux

Adam Ounas, direction Naples

Le milieu de terrain algérien Adam Ounas, pourrait rejoindre dans les jours à venir Naples, contre un chèque de 5 millions d'euros, rapportent BeIn Sports France et la Gazzetta dello Sport mardi. Agé de 19 ans, le néo-international algérien est actuel-

lement sous contrat jusqu'en 2021 avec Bordeaux. En manque de temps de jeu en Gironde, le joueur n'est pas contre un départ de son club formateur, précisent les mêmes sources. Il a été utilisé 26 fois cette saison dont 11 comme titulaire, inscrivant 3 buts et délivrant 2 passes décisives.

Adam Ounas avait été convoqué pour la première fois en sélection nationale d'Algérie le 19 octobre 2016 en prévision du match des Verts contre le Nigeria, perdu 3 à 1 le 12 novembre à Uyo pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe du monde 2018.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Faute de crédits de paiement

Le chantier du stade de 50 000 places de Tizi Ouzou à l'arrêt

LE CHANTIER du stade de 50 000 places de Tizi-Ouzou est à l'arrêt. En rupture de matériaux de réalisation, l'entreprise turque en charge de ce projet, Mapa, a décidé de mettre ses employés en congé pendant tout ce mois de ramadhan, avons-nous appris de sources proches du maître de l'ouvrage, la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tizi Ouzou. Les matériaux dont a besoin le chantier notamment la toiture, la câblerie et des équipements électriques sont dans 120 conteneurs bloqués au port d'Alger faute d'argent pour payer des frais de dédouanement induits par l'indisponibilité de crédits de

paiement. Même les quelque 200 travailleurs de nationalité turque ont quitté l'Algérie d'autant plus que leur contrat d'emploi prendra fin et il est indispensable de procéder à son renouvellement. Les employés nationaux sont même restés sans salaires pendant deux mois et ce n'est que la semaine écoulée que Mapa leur a versé un salaire suite à leur mouvement de protestation. En somme le chantier du stade tant attendu en Kabylie n'a pas échappé à la crise financière que traverse le pays. Une contrainte qui ne sera pas sans effet sur les délais de livraison du projet fixés tout récemment pour juillet prochain. **Hamid M.**

Sûreté nationale

Descentes à Alger, Tiaret et Relizane

LES SERVICES de la Sûreté nationale ont procédé, lors de descentes menées au niveau des points noirs et lieux suspects de certains quartiers d'Alger, de Tiaret et de Relizane à l'arrestation de 39 individus qui s'adonnaient au trafic de drogue, en possession de 300 g de kif traité et d'autres substances, a indiqué mercredi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Les descentes menées par les éléments de la Sûreté nationale à travers les wilayas d'Alger, de Tiaret et de Relizane dans les zones noires se sont soldées par l'arrestation de 39

individus, en possession de 17 comprimés psychotropes, 355g de kif traité et différents types d'armes blanches, ajoute le communiqué. L'opération menée par les services de sécurité de la wilaya d'Alger a permis la saisie de 188g de kif traité, des comprimés psychotropes, 11 armes blanches de différents types, et l'arrestation de 37 individus. La police de Relizane a arrêté un dealer en possession de 98.5g de stupéfiants. A Tiaret, les éléments de la police ont intensifié les patrouilles et investigations au niveau des points noirs et lieux suspects de certains quartiers, sur fond d'informations faisant état de la présence d'un individu s'adonnant au trafic de kif traité et saisi 163.5g de kif traité, selon la même source. La police de Sétif a intercepté une quantité de produits pyrotechniques (plus de 9 400 pétards) et 994 unités de boissons alcoolisées transportées à bord d'un véhicule utilitaire et destinées à la vente illicite, ajoute le communiqué. Dans le cadre de ladite affaire, les éléments de la police ont dressé un barrage de sécurité au niveau de la principale rue de la ville de Hammam Soukhna, opération qui s'est soldée par l'arrestation d'un jeune homme transportant 9 422 pétards dans un sac de voyages.

Slim O.

Tunisie

Démantèlement d'une cellule pour apologie du terrorisme à Béja

UNE CELLULE «takfiriste» composée de deux personnes a été démantelée dans la délégation de Goubellat par la brigade des recherches et d'investigation de la Garde nationale tunisienne de Medjeh el-Bab (gouvernorat de Béja), a indiqué le ministère de l'Intérieur. Dans un communiqué publié mercredi, le département tunisien de l'Intérieur a précisé que les deux individus placés en garde à vue ont avoué qu'ils ont fait allégeance à l'organisation terroriste autoproclamée «Etat islamique» (Daech/EI). «Les deux suspects font l'apologie d'actes terroristes et sont en lien avec d'autres personnes takfiristes sur les réseaux sociaux», ajoute la même source. Une instruction a été ouverte contre les deux individus pour «formation d'une cellule terroriste faisant l'apologie du terrorisme», a soutenu le ministère.

France un policier attaqué au marteau à Paris



Djalou@hotmail.com

Pour exiger la fermeture de la décharge de Chabet Lakhra /Béjaïa

Des riverains de Taskariout coupent la route

■ Des dizaines de citoyens du village Aït M'barek dans la commune de Taskariout ont coupé hier la RN09. Ces derniers exigent la fermeture de la décharge sauvage de Chabet Lakhra qui devient de plus en plus importante.

Par H. Cherfa

Ils ont interpellé les autorités de wilaya afin d'interdire aux communes de Kherrata, Taskariout et Draâ El-Kaïd de déverser leurs ordures dans cette décharge créée depuis une année. «Nous avons saisi l'APC et la daïra mais, aucune réponse n'a été apportée à ce jour à notre revendication qui est la fermeture immédiate de cette décharge sauvage». Les riverains relèvent aussi les conséquences des incinérations des ordures sur leur santé et sur leurs cultures surtout les vergers. Le plus étonnant selon les protestataires c'est que les trois communes sont subventionnées pour acheminer leurs ordures vers le centre d'enfouissement technique de la commune voisine Aïn Roua, wilaya de Sétif. Pour rappel, il y a moins de deux semaines, des habitants ont fermé la décharge publique de Boutahar dans la commune de Tichy réclamant sa fermeture

définitive. Et la commune de Tichy croule depuis sous les immondices. Le problème est vécu aussi à Akbou et dans bien d'autres régions, notamment à Béjaïa depuis la fermeture par le citoyen du CET de Sidi Boudrahem à Oued Ghir qui est soumis à une opération de mise à niveau par la l'installation d'une unité de lixiviat. Deux unités de recyclage de déchets ménagers sont prévues à Tazmalt et Aokas, par un investisseur privé mais, ces dernières ne sont pas près de voir le jour même si une étude a été faite pour l'une d'entre elles. Une déchetterie est prévue aussi à Amalou en faveur de la commune d'Akbou mais, cette dernière tarde à voir le jour aussi. Des citoyens de Bizou avaient également fermé une décharge sauvage installée à proximité de leurs habitations. Les oppositions citoyennes à ces décharges se sont exprimées un peu partout. Aussi, la décharge

sauvage se trouvant à proximité de la RN 26 à Sidi-Aïch avait été fermée mais elle semble en activité depuis quelque temps puisque les fumées et les odeurs des fumées causées par les incinérations incommodes les usagers à chaque passage. En fait, ce ne sont là que quelques exemples car on retrouve des centaines de décharges sauvages et dépotoirs dans la wilaya de Béjaïa. A Tazmalt, les ordures de la ville sont jetées à Oued Soummam. Une véritable catastrophe naturelle n'est pas loin de se produire. Les riverains souffrent en silence des fumées des incinérations des ordures. Le centre de recyclage des ordures ménagères prévu à Allaghan, n'a pas été réalisé suite à des oppositions citoyennes. Le terrain sur lequel devrait être implantée la déchetterie appartient aux Domaines et ces derniers ont émis leur veto aussi.

H. C.

Durant le ramadhan à Adrar

Plus de 20 quintaux de poulets avariés saisis

UNE QUANTITÉ de plus de 20 quintaux de poulets destinés à la consommation et s'étant avérés avariés a été saisie par les services du commerce de la wilaya d'Adrar, a-t-on appris mercredi de la direction locale du secteur. Destinée à approvisionner une des institutions publiques établies dans la région, cette quantité de viande blanche impropre à la consommation a été saisie après avoir constaté le non-respect des normes de conservation dans la distribution de pareils produits de consommation sensibles, notamment en cette période des grandes chaleurs, en plus de l'absence de l'étiquetage sur ce produit alimentaire, a expli-

qué le directeur du Commerce, Hadi Ahmed. Selon le responsable, plus de 700 interventions, dans le cadre de la répression de la fraude et le contrôle des pratiques commerciales, ont été effectuées durant la première semaine du mois du ramadhan par les 38 brigades de contrôle mobilisées et s'étant soldées par le constat de 226 infractions. Dans ce cadre, les brigades de la répression des fraudes ont relevé, suite à 289 interventions effectuées, 56 infractions et suggéré la fermeture administrative de deux locaux commerciaux. S'agissant du contrôle des pratiques commerciales, les services concernés ont effectué 416 interven-

tions ayant donné lieu à l'établissement de 170 infractions, a-t-il indiqué. Les mêmes services ont procédé, dans le cadre du contrôle de l'opération de distribution du couffin du ramadhan, à la saisie, à travers 19 communes de la wilaya d'Adrar, de denrées alimentaires impropres à la consommation, notamment des conserves de tomate et thé vert. La direction du commerce a fait part aussi de l'engagement de procédures judiciaires contre les mis en cause, avant de relever une abondance en produits de large consommation ainsi qu'une stabilité relative des prix des produits de large consommation.

O. N.